

La guerre à la cocaïne à l'épreuve de l'« effet ballon »

Michel Gandilhon / OFDT

En 2012, à la faveur de la sortie de son rapport sur les drogues, l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) annonçait que le Pérou venait de supplanter la Colombie comme premier producteur mondial de feuilles de coca. Un constat qui vient illustrer parfaitement ce que les services de police appellent l'« effet ballon », un terme qui désigne le déplacement des activités criminelles d'une zone géographique à une autre. Un phénomène, similaire à celui des vases communicants, qui fait que souvent dans l'histoire la lutte contre le crime organisé s'apparente à un jeu à somme nulle.

Si la production de la cocaïne est enracinée en Amérique latine depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, avec la présence de filières légales de commerce de sulfate (pâte-base) au Pérou¹ notamment, ce n'est véritablement qu'à partir du début des années 1980 que l'industrie illicite de la cocaïne va prendre son essor avec la très forte augmentation de la demande aux États-Unis et au Canada. La Colombie, à l'époque, est alors parmi les trois grands pays de l'Amérique andine, la mieux placée, outre sa situation géographique idéale, pour répondre à ce marché du fait de l'existence de filières de trafic très expérimentées, spécialisées dans l'exportation vers le marché nord-américain d'herbe de cannabis. C'est en effet la reconversion des exportateurs colombiens de marijuana dans la cocaïne, du fait de l'éradication des cultures de cannabis installées dans le nord du pays, qui favorise le développement des grandes routes d'acheminement du produit vers le nord du continent.

¹ Gootenberg P. *Cocaïne andine, l'invention colombienne dans la consommation américaine*. Presses universitaires de Rennes, 2013.

² En 1978-79, la part de la marijuana colombienne dans la consommation américaine était estimée à 60 %, loin devant le Mexique et la Jamaïque. Sauloy M. *Le Bonniec J. À qui profite la cocaïne ?* Calmann-Lévy, 1992.

³ Cette période de l'histoire de la Colombie est très bien racontée par le romancier colombien Juan Gabriel Vasquez dans son livre *Le Bruit des choses qui tombent*, paru au Seuil en 2011.

« Effet ballon » n° 1 : de la marijuana à la cocaïne

C'est une réalité bien oubliée aujourd'hui, mais la Colombie était, à la fin des années 1970², le premier fournisseur des États-Unis, loin devant le Mexique, de marijuana. S'il existait une petite

consommation locale, notamment au sein des populations indigènes, c'est l'arrivée massive dans le pays de jeunes coopérants américains, consommateurs de cannabis, dans le cadre de la politique dite d'Alliance pour le progrès de Kennedy, visant à lutter contre le développement des guérillas se réclamant du castrisme (ELN/Armée de libération nationale) et du communisme (Forces armées révolutionnaires de Colombie [FARC]) en promouvant des réformes sociales (alphabétisation, réforme agraire) qui dynamisent dans un premier temps les cultures locales³. Très vite, certains groupes criminels, issus d'un banditisme local aux fortes traditions contrebandières, vont s'investir dans le trafic et le professionnaliser, saisissant les opportunités offertes par la croissance d'un marché américain du cannabis porté par l'essor des mouvements contre-culturels de l'époque. Les paysans de leur côté, notamment dans les régions les plus marginalisées du nord du pays, comprennent l'intérêt pour eux de semer et cultiver la marijuana. Celle-ci est revendue aux trafiquants qui l'exportent par avionnette aux États-Unis en empruntant la grande voie qui passe par la mer des Antilles pour atteindre le sud des États-Unis, et notamment la Floride. Pour éradiquer le trafic, les États-Unis font pression sur le gouvernement colombien afin qu'il lance de grandes campagnes d'éradication : les champs



de cannabis du département du Guajira sont arrosés de pesticides et les paysans fermement dissuadés – des milliers de militaires sont mobilisés – de cultiver du cannabis. Cette politique est un succès – la culture disparaît presque complètement – à ceci près que les filières criminelles colombiennes, fortes de leur expérience, vont se reconverter dans un business de la cocaïne bien plus lucratif. Tout est prêt pour cela, les hommes et les *modus operandi*. Il suffit de substituer la cocaïne à la marijuana.

« Effet ballon » n° 2 : la coca se déplace

À l'époque, quand les bandes criminelles colombiennes se lancent à la conquête des États-Unis, la division du travail dans l'industrie de la cocaïne se présente de la manière suivante : le Pérou et la Bolivie, forts de leur tradition séculaire cultivent la coca – celle-ci est utilisée depuis des siècles par les populations indiennes, notamment dans le cadre de rituels religieux – et fabriquent la pâte-base, laquelle est exportée ensuite par avionnette vers la Colombie pour être transformée en chlorhydrate de cocaïne dans des laboratoires implantés le plus souvent dans les gigantesques haciendas que comptent le pays. Une fois sortie des laboratoires, la cocaïne est chargée dans des avions qui survolent la mer des Antilles et atterrissent dans les nombreuses petites îles de l'archipel des Bahamas, dont certaines sont la propriété des membres du cartel de Medellín⁴, la principale organisation exportatrice de l'époque. Pour la Drug Enforcement Agency (DEA), créée en 1973 à l'initiative du président Richard Nixon, l'objectif, compte tenu de la nature de la chaîne productive est simple : il suffit d'entraver les livraisons de pâte-base en provenance du Pérou et de la Bolivie. Ainsi, les États-Unis mettent en place l'ancêtre de l'Air bridge denial, un gigantesque dispositif de détection aérienne destiné à intercepter les avions destinés aux laboratoires colombiens. Là encore, cette politique semble fonctionner. L'augmentation des interceptions de pâte-base l'atteste. Cependant, les effets pervers de cette politique ne tardent pas à produire leurs effets sous la forme de l'introduction de la culture de coca, peu

importante jusque-là, et de la production de pâte-base en Colombie. Ainsi, selon l'ONUDC, les cultures de coca en Colombie passent de 25 000 ha en 1986 à 40 000 ha en 1990. Pour les trafiquants, il s'agit d'une aubaine puisque la relocalisation de la totalité du procès de production, de la coca à la cocaïne, diminue les coûts de production et permet d'augmenter les profits tirés du commerce. Ce phénomène se greffe également sur la réalité colombienne de l'époque, notamment la grande misère d'une

partie des paysans et le développement des guérillas. En effet, pour la partie la plus marginalisée de la paysannerie, à l'instar de ce qui s'était passé pour la marijuana dans les années 1970, la coca représente une ressource plus intéressante que les cultures vivrières traditionnelles⁵. Pour la guérilla des FARC, très enracinée dans les campagnes depuis le début des années 1960, le développement de la coca offre également une opportunité, puisqu'elle va s'ériger progressivement en intermédiaire entre les producteurs et les acheteurs en prélevant un impôt sur les transactions (*gramaje*), tout en assurant un rôle de protection des petits cultivateurs contre les prédateurs qui menacent leurs parcelles⁶. L'insertion de la guérilla dans l'économie de la cocaïne, par les énormes moyens financiers qu'elle procure, lui permettra de devenir une véritable armée – les FARC s'attribueront d'ailleurs dans les années 1980 le titre d'Armée du peuple (*Ejército popular*) –, laquelle comptera à son apogée au début des années 2000 plusieurs dizaines de milliers de combattants.

« Effet ballon » n° 3 : de Medellín aux paramilitaires

De 1980 à 2000, les superficies de coca ne cessent de s'étendre en Colombie et le pays devient le premier producteur mondial de cocaïne, ainsi que le principal pourvoyeur des États-Unis. Le développement de cette industrie, par la manne financière qu'elle procure, renforce conjointement le crime organisé et les guérillas et finit même par menacer l'existence de l'État colombien, traditionnellement faible, lequel est un des principaux alliés des États-Unis dans la région. Aux problèmes liés à la drogue s'adjoint donc, pour Washington, un problème d'ordre géopolitique dans un contexte où la guerre froide est plus que jamais à l'ordre du jour dans la région puisque le Nicaragua de leur vieil ami Somoza tombe en 1979 entre les mains des sandinistes soutenus par Cuba. Ceux-ci vont donc accroître leur intervention dans le pays en exigeant des autorités colombiennes un investissement plus marqué dans la lutte contre le cartel de Medellín, dirigé par Pablo Escobar, et les FARC qui sont qualifiées en 1984 par l'ambassadeur américain en Colombie, Arthur Lewis Tambs, de « narco-guérilla »⁷.

La justice américaine exige notamment que les trafiquants interpellés en Colombie soient extradés pour être jugés aux États-Unis afin qu'ils y purgent leurs années de prison. Cette politique de guerre ouverte aura deux grands effets négatifs sur la société colombienne. D'une part, afin de lutter contre les extraditions, les parrains des cartels lancent dans les années 1990 une guerre frontale contre le faible État colombien à coup d'atten-

⁴ Une illustration célèbre, celle de Carlos Lehder, une des figures les plus éminentes du cartel de Medellín, qui, en 1979, s'était offert l'île de Norman's Cay située à 200 km des côtes de la Floride dans l'archipel des Bahamas.

⁵ Au début des années 1980, on estimait qu'un hectare de coca rapportait aux paysans 7 000 dollars contre 1 500 pour le manioc, 1 000 pour la banane et 240 pour le maïs.

⁶ Gandillon M. *La Guerre des paysans en Colombie, de l'autodéfense agraire à la guérilla des FARC. Les Nuits rouges*, 2011.

⁷ Delpirou A, Labrousse A. *Coca coke. La Découverte*, 1986.

tats et d'assassinats de juges, de militaires, d'hommes et de femmes politiques qui plongent le pays dans un chaos total – la Colombie détient à l'époque le taux d'homicides le plus élevé au monde – et, d'autre part, le démantèlement du cartel de Medellín en 1993 n'aboutit qu'à la reprise du trafic de cocaïne par d'autres acteurs, et notamment les paramilitaires, pourtant chargés de lutter contre les guérillas – le pays détient le record mondial de groupes politiques armés en action – et notamment les FARC. L'effet-ballon se manifeste alors sous la forme d'une passation de pouvoir. Medellín déchu, la mainmise sur la cocaïne revient aux Autodéfenses unies de Colombie (AUC), supplétifs de l'armée colombienne dans les missions de maintien de l'ordre, et qui vont financer leur extraordinaire expansion en termes d'effectifs et d'armement avec l'argent de la cocaïne⁸. De leur côté, les FARC ne sont pas en reste, puisque tout au long des années 1990, elles s'insèrent de manière croissante dans toutes les strates de l'industrie de la cocaïne : de la protection des champs de coca à la production directe. À la fin de la décennie des années 1990, la Colombie est un pays ravagé par une guerre civile dont les deux principaux protagonistes, les FARC et les AUC, sont alimentés par l'argent de la cocaïne. En 1998, la situation est telle que devant la puissance des FARC, l'État est obligé d'engager des négociations de paix en leur accordant le contrôle d'un territoire grand comme la Suisse dans l'est du pays.

« Effet ballon » n° 4 : de la Colombie au Pérou

Une nouvelle fois, Washington va intervenir pour sauver l'État colombien. Cette fois, il ne s'agit plus comme dans les années 1990 d'envoyer sur place des fonctionnaires de la DEA et des conseillers militaires, tout en faisant des pressions « amicales » sur le gouvernement pour qu'il s'engage encore plus avant dans la guerre à la drogue. L'heure est à des investissements massifs qui vont faire de la Colombie le troisième pays du monde le plus aidé par les États-Unis après Israël et l'Égypte. Là encore, les intérêts géopolitiques sont mêlés de manière inextricable aux impératifs de la lutte contre le trafic de cocaïne. En effet, en 1999, Hugo Chavez, très hostile aux intérêts américains dans la région, est élu à la tête du Venezuela, le grand voisin de la Colombie. Plus que jamais, pour les gouvernements de Bill Clinton puis de George Bush, la Colombie constitue un contrepoids utile dans un contexte continental qui voit beaucoup d'États latino-américains basculer politiquement du côté de formations de gauche

plus ou moins hostiles – du Mouvement pour le socialisme (MAS) d'Evo Morales en Bolivie au Parti des travailleurs (PT) de Lula au Brésil. C'est ainsi que le 13 juillet 2000, le « programme d'aide et de coopération », plus connu sous le nom de « Plan Colombie » est signé. Ce plan d'aide, un milliard de dollars par an, prévoit un renforcement considérable de l'armée colombienne, que ce soit en termes d'effectifs, lesquels vont tripler, et d'armements (hélicoptères, drones), qui vont permettre à l'armée d'acquiescer un avantage stratégique décisif sur les FARC, rendant les paramilitaires inutiles.

La Colombie épouse également la tendance à la privatisation de la guerre en devenant aussi, à l'instar de l'Afghanistan ou de l'Irak, une terre d'investissement massif pour les compagnies de sécurité privées comme Dyn Corps et les multinationales américaines. La guerre à la drogue est en effet une affaire florissante pour les États-Unis dont les mercenaires suppléent l'armée colombienne, tandis que les grandes entreprises, comme Monsanto®, fournissent les pesticides utilisés, dont le fameux Roundup, pour l'éradication des champs de coca. Cette politique d'engagement massif ne tarde pas à produire ses fruits. À partir de 2002, devant les coups de boutoir d'une armée ragaillardie, les FARC entament leur grand recul et les superficies de coca un déclin spectaculaire, de même que la production de cocaïne. Ainsi, selon les données de l'ONUDC, entre 2001 et 2010, les superficies de coca seraient passées de 145 000 ha à 61 200 ha, tandis que la production de cocaïne aurait diminué d'environ 50 % passant de 700 tonnes en 2005 à 350 tonnes en 2010⁹.

La guerre à la cocaïne est-elle alors en passe d'être gagnée ? Non, car une nouvelle fois les phénomènes de déplacement sont à l'œuvre, tandis que la roue de l'histoire se met à tourner à l'envers. En effet, alors que les cultures de coca s'étaient, à partir de la seconde moitié des années 1980, spectaculairement développées en Colombie et tendaient à décliner au Pérou et en Bolivie, la tendance s'inverse dans les années 2000. Les statistiques de l'ONUDC sont là aussi éloquentes : entre 2001 et 2010, les superficies illicites de coca augmentent de 50 % en Bolivie, passant de 20 000 à 30 000 ha, et au Pérou, tandis que la coca fait son apparition au Venezuela¹⁰ et jusqu'au Guatemala. Aujourd'hui, même s'il semble qu'en 2012 et 2013 les cultures aient un peu reculé en Bolivie et au Pérou, les chiffres disponibles relatifs au niveau global de la production de chlorhydrate montrent que, malgré les milliards de dollars dépensés dans la guerre à la cocaïne, et les centaines de milliers de morts et de déplacés¹¹ en Colombie, les succès restent très relatifs puisque les estimations de l'ONUDC, si

⁸ Pécaut D. *Les FARC, une guérilla sans jins ? Lignes de repères, 2008.*

⁹ *United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). World Drug Report, New York, 2012.*

¹⁰ Weinberger D. « Le Venezuela : un nouvel épice centre du trafic régional et mondial de cocaïne », *Drogues, enjeux internationaux* n° 6, OFDT, décembre 2013.

¹¹ *La Colombie est derrière le Soudan le pays du monde qui compte le plus de déplacés de l'intérieur. Leur nombre oscillerait entre quatre et cinq millions.*



tant est qu'elles ne sous-estiment pas le phénomène¹², tournent autour de 800-900 tonnes contre un peu plus de 1 000 tonnes au début de la décennie.

Un bilan contrasté

Le bilan est encore plus mitigé si l'on prend en compte la situation catastrophique du Mexique, ravagé par une « insurrection criminelle », qui a fait depuis dix ans plusieurs dizaines de milliers de morts et de disparus, dont l'enjeu est en grande partie lié aux luttes pour le contrôle du passage de la cocaïne aux États-Unis¹³. Les succès rencontrés contre les trafiquants colombiens (Medellin, AUC, FARC) ont ainsi permis aux organisations mexi-

¹² Pour le chercheur italien Sandro Donati, les données publiées par les Nations unies en matière de production de cocaïne sous-estiment grossièrement la réalité. Sur la base d'une étude menée en 2008, et mise en ligne en 2009 sur le site de l'association FLARE, à partir des opérations de démantèlement d'unités de production de pâte-base et de chlorhydrate réalisées par l'armée colombienne, il arrive à une estimation de 2000 tonnes de cocaïne produite sur le sol colombien, soit un chiffre quatre fois supérieur à celui des Nations unies.

¹³ Grillo J. *El Narco, la montée sanglante des cartels mexicains*. Buchet-Chastel, 2012.

¹⁴ Selon la DEA, les cartels mexicains les plus importants seraient présents dans près de 230 villes américaines, d'Atlanta en Géorgie à Anchorage en Alaska, où elles contrôlent le marche de gros de la cocaïne.

caines (Sinaloa, Zetas) de remplir le vide et d'occuper le haut de l'échelle du trafic. Celles-ci en ont profité pour essaimer sur la totalité du continent, de l'Équateur à l'Alaska¹⁴ en passant par l'Amérique centrale où elles ont trouvé des alliés dans la criminalité locale comme le montre le cas des maras au Salvador. Vingt ans après la mort d'Escobar, dix ans après le plan Colombie, le trafic de cocaïne n'a cessé de se répandre sur le reste du continent américain, au prix d'une criminalisation et d'un niveau de terreur probablement sans précédent dans l'histoire pourtant tourmentée des Amériques.

Abonnement

Je souhaite m'abonner gratuitement à la revue *Swaps*

Participation de 10 euros pour frais d'envoi des quatre numéros annuels

À retourner à l'association Pistes, service des maladies infectieuses, hôpital Tenon, 4, rue de la Chine, 75020 Paris

nom

prénom

profession

organisme

adresse

code postal

ville

tél.

e-mail